SÉANCE DU 19/11/2024

PRESENTS : HOUREZ Willy, Bourgmestre-Président,
OLIVIER Paul, DUMOULIN Jacques, LEPAPE Mélanie, ~~DUMONT Nicolas~~, Echevin(s),
BROTCORNE Christian, JADOT Dominique, MASSART Michel, DEPLUS Yves, FONTAINE
Béatrice, BAISIPONT Jean-François, DELANGE Michelle, DUCATTILLON Christian,
ABRAHAM Steve, DOYEN Julie, LEROY Baptiste, JOURET Nicolas, DEREGNAUCOURT
Ingrid, BRUNEEL Annick, BATTEUX Samuel, ~~BRISMÉE Jérôme~~, FOCKEDEY Benoit,
SOUDANT Catherine, Conseillers Communaux,
~~BRAL Rudi~~, Directeur général,
JAMART Elisabeth, Directrice générale f.f. (article L.1124-19 CDLD),

Le Conseil communal est légalement réuni à 19h35 et procède à l'examen des points mentionnés ci-après.

Public

COMMUNICATION AU CONSEIL

W. HOUREZ précise qu'il s'agit du dernier Conseil de la mandature et que l'installation du nouveau Conseil est programmée le lundi 2 décembre 2024 à 17h.

- 1. TUTELLE GÉNÉRALE - APPLICATION DES ARTICLES L3122-1 À 6 DU CODE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE ET DE LA DÉCENTRALISATION, POUR L'EXERCICE 2025 (TAUX DES CENTIMES ADDITIONNELS AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER (2.950 CENTIMES ADDITIONNELS)) - POUR INFORMATION.**

pris acte
Pris acte.

-
- 2. TUTELLE GÉNÉRALE - APPLICATION DES ARTICLES L3122-1 À 6 DU CODE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE ET DE LA DÉCENTRALISATION - EXERCICE 2025 : TAUX DE LA TAXE ADDITIONNELLE À L'IMPÔT DES PERSONNES PHYSIQUES (8,8 %) - POUR INFORMATION.**

pris acte
Pris acte.

-
- 3. MODIFICATION BUDGÉTAIRE N°2 EXERCICE 2024 - RÉFORMATION TUTELLE - POUR INFORMATION.**

pris acte
Pris acte.

SECRETARIAT

4. PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 15.10.2024 - APPROBATION.

Décide par 20 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention(s)

Accord.

C. DUCATTILLON s'abstient, étant donné qu'il était absent à la séance du 15-10-2024.

MOBILITE

W. HOUREZ informe l'assemblée que N. DUMONT est excusé, retenu par des obligations professionnelles, et que c'est M. LEPAPE qui présentera le point relatif à la mobilité.

5. POLICE DE ROULAGE - CARREFOUR N526 - RUE D'ATH - AVENUE DES HÉROS LEUZOIS - ORGANISATION DU CARREFOUR - PROPOSITION D'ARRÊTÉ MINISTÉRIEL - EXAMEN - DÉCISION

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles 1133-1 et 1133-2 ;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun ;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes ;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires de circulation routière et à la prise en charge de la signalisation ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les

rues, lieux et édifices publics ;

Considérant le rapport du service Mobilité de la Ville de Leuze-en-Hainaut, en date du 5 novembre 2024, mentionnant ce qui suit:

" En date du 21 octobre 2024, l'Administration communale a reçu un courrier du SPW l'invitant à faire approuver, par le Conseil communal, un projet d'Arrêté Ministériel portant sur la régulation du carrefour entre la N526, la rue d'Ath et l'avenue des Héros Leuzois.

Le projet prévoit :

- *L'instauration de feux tricolores à chaque embranchement*
- *La priorisation du passage pour les usagers venant de la N526 lorsque les feux sont éteints*
- *L'instauration d'un SAS vélo sur la rue d'Ath et l'avenue des Héros Leuzois*
- *L'instauration de ligne blanche marquant l'arrêt aux feux tricolores lorsque le feu est rouge*
- *L'instauration de passages piétons à chaque embranchement du carrefour*
- *Les signalisations adéquates*

Et ce conformément au plan joint au projet d'Arrêté Ministériel.

La proposition est conforme à la situation existante et peut donc être validée par le Conseil communal. "

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent une voirie régionale et deux voiries communales ;

Décide à l'unanimité

Article 1^{er} : D'approuver le projet d'Arrêté Ministériel prévoyant qu'à Leuze-en-Hainaut, le long de la voirie régionale N526 à la BK0.4 dénommée "rue du Vieux Pont", au carrefour avec l'avenue des Héros Leuzois, la circulation est régulée par des feux tricolores conformément au plan TR5.N526.A1/70A ci-joint :

- 1) Instauration de feux tricolores à chaque embranchement du carrefour
- 2) Lorsque les feux sont éteints, les usagers de la voirie régionale N526 sont prioritaires
- 3) Instauration d'un SAS vélo sur la rue d'Ath et l'avenue des Héros Leuzois
- 4) Instauration d'une ligne blanche marquant l'arrêt aux feux tricolores lorsque le feu est rouge
- 5) Instauration de passages piétons à chaque embranchement du carrefour
- 6) Signalisations diverses

Art. 2 : Les dispositions reprises à l'article 1 sont portées à la connaissance des usagers au moyen de la signalisation prévue à cet effet au règlement général sur la police de la circulation routière.

Art. 3 : Les charges résultant du placement, de l'exécution, de l'entretien et du renouvellement de la signalisation incombent au Service Public de Wallonie.

Art. 4 : L'Arrêté Ministériel du 30 mai 1979 relatif à l'aménagement du carrefour est abrogé.

Art. 5 : La présente décision sera publiée conformément aux exigences légales et transmise au SPW ainsi qu'au Ministre wallon des Transports.

ACCUEIL TEMPS LIBRE / COORDINATION

6. RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023-2024 - EXAMEN - DÉCISION.

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu l'article 11/1 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extra-scolaire inséré par le décret du 26 mars 2009 ;

Attendu que le rapport d'activité prévu par le décret susmentionné évalue l'évolution des objectifs et actions inscrits au plan d'action annuel de l'année écoulée ;

Considérant que le rapport d'activité, conformément aux dispositions prévues par le décret, a été approuvé par la Commission Communale de l'Accueil (CCA) en sa séance du 03 octobre 2024 ;

Décide à l'unanimité

Art. 1er : D'approuver le rapport d'activité 2023-2024 pour la coordination Accueil Temps Libre.

Art. 2 : Expédition de la présente délibération sera transmise aux services Secrétariat, Finances et Recettes, ainsi qu'au service ATL de l'ONE.

7. PLAN D'ACTION DE L'ANNÉE 2024-2025 - EXAMEN - DÉCISION.

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu l'article 11/1 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extra-scolaire inséré par le décret du 26 mars 2009 ;

Attendu que le plan d'action annuel prévu par le décret susmentionné définit les objectifs prioritaires relatifs à la mise en œuvre du programme CLE et traduit ces objectifs prioritaires en actions concrètes à mener au cours de l'année scolaire ;

Considérant que le plan d'action annuel, conformément aux dispositions prévues par le décret, a été approuvé par la Commission Communale de l'Accueil (CCA) en sa séance du 3 octobre 2024 ;

Décide à l'unanimité

Art. 1er : D'approuver la plan d'action 2024-2025 pour la Coordination Accueil Temps Libre.

Art. 2 : Expédition de la présente délibération sera transmise aux services Secrétariat, Finances et Recettes, ainsi qu'au service ATL de l'ONE.

W. HOUREZ, après avoir détaillé le rapport d'activité de l'Accueil Temps Libre, précise que certaines choses ont été réalisées et d'autres non, notamment le projet d'élargissement des horaires d'accueil, afin de mieux rencontrer les besoins des parents qui travaillent. Il souhaite que ses successeurs y apportent tout leur soutien.

B. LEROY se dit ravi de voir que ce projet n'est pas oublié car les plages d'accueil actuelles ne rencontrent pas les besoins des parents qui travaillent. Il souligne que cela reste une priorité pour Ecolo.

C. DUCATTILLON souligne qu'il s'agit d'un rapport intéressant, qui a le mérite de parler de ce qui fonctionne mais aussi de ce qui ne fonctionne pas.

TRAVAUX

8. ACHAT D'UN BRAS DE FAUCHE - APPROBATION DES CONDITIONS, DU MONTANT ESTIMÉ ET DU MODE DE PASSATION DU MARCHÉ - EXAMEN - DÉCISION.

Le Conseil communal, en séance publique,

Considérant qu'il s'indique de remplacer le bras de fauche du Service Technique des Travaux en vue de permettre au Service Technique des Travaux de continuer à assurer l'entretien des bords de route ;

Considérant que, dans un souci de rentabilité de la machine, le bras de fauche visé par cette procédure de marché public est un bras de fauche multifonctions sur lequel peut-être adapté différents outils et ainsi, lui permettre d'être utilisé tout au long de l'année ;

Considérant qu'hormis le fauchage, ce bras de fauche pourrait permettre au Service Technique des Travaux de tailler des haies de grande envergure (lamiers d'élagage, sécateur de coupe) ou encore d'entretenir divers endroits de la ville via sa brosse de désherbage (filets d'eau, trottoirs, etc.) ;

Considérant qu'afin de répondre aux préoccupations précitées, une procédure de marché public doit être lancée afin de remplacer le bras de fauche du Service Technique des Travaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (C.D.L.D.) et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3, §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1, 1°, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges n° 2024/039/937-AC relatif au marché "Achat d'un bras de fauche" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 56.357,50 € hors TVA ou 68.192,58 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable

;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 421/74451:20240003.2024 ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 5 novembre 2024, la Directrice financière n'a pas encore rendu d'avis de légalité ;

Considérant que la Directrice financière avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité et que cet avis devait être remis en conséquence pour le 19 novembre 2024 ;

Décide par 18 voix pour, 0 voix contre et 3 abstention(s)

Article 1^{er} : D'approuver le cahier des charges n° 2024/039/937-AC et le montant estimé du marché "Achat d'un bras de fauche", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 56.357,50 € hors TVA ou 68.192,58 €, 21% TVA comprise.

Article 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 : De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 421/74451:20240003.

Article 4 : De porter cette décision sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

Article 5 : D'expédier la présente délibération au Service des Travaux, à Madame la Directrice financière, au Service Technique des Travaux et à Monsieur Paul Olivier, Echevin en charge des Travaux.

C. DUCATTILLON estime que l'achat d'un bras de fauche est important pour le fonctionnement du service. Il constate néanmoins que, dans le cahier des charges, 60% des points seront attribués au prix et 40% au délai de livraison. Même s'il comprend que la question du délai, vu les missions de service public à remplir à partir du printemps, est importante, il estime que cette pondération est excessive.

Il prend ainsi l'exemple d'un fournisseur qui aurait en stock un bras de fauche qui ne serait pas de la dernière génération, et dont il ne parviendrait pas à se débarrasser ; ce fournisseur serait tenté de proposer, à prix intéressant et dans un délai rapide (donc conforme au cahier des charges), un produit qui ne serait pas le plus performant.

Il suggère que la pondération soit plutôt : 60% pour le prix, 20% pour le délai et 20% pour les critères de qualité de la machine, par exemple la puissance du rotor ou encore la capacité du refroidisseur d'huile.

Il précise encore ne pas vouloir retarder le dossier, mais souhaite exprimer ses craintes qu'un matériel moins performant soit proposé à la Ville.

P. OLIVIER répond qu'il entend bien ces arguments mais qu'il y a vraiment urgence. Il détaille ainsi le rétro-planning projeté, qui prévoit, dès le Collège du jeudi 21 novembre, l'approbation des firmes à consulter, pour que le bras de fauche puisse être livré durant la 2e moitié du mois de mars. Il souligne qu'il faut être prudent lorsqu'on modifie un cahier des charges et souligne qu'il a

confiance dans le travail minutieux de l'agent en charge des marchés publics, ainsi qu'en celui des agents de terrain et notamment le chef de pôle qui ont aidé à établir les clauses techniques. Il conclut en rappelant que le délai de livraison est véritablement, pour ce dossier, un élément fondamental et que le cahier des charges lui semble suffisamment précis que pour que la Ville ne coure pas le risque de recevoir de vieilles machines.

B. LEROY rejoint le raisonnement de C. DUCATTILLON et craint que la Ville soit contrainte d'acheter du matériel de mauvaise qualité parce que l'offre serait conforme au cahier des charges.

P. OLIVIER répète qu'il a toute confiance dans les services qui ont élaboré ce cahier des charges.

B. LEROY précise qu'il ne s'agit pas d'un problème de confiance dans les agents mais bien dans les firmes qui peuvent être très douées pour aller chercher un critère du cahier des charges qui leur permettra de ne pas proposer le meilleur outillage. Il conclut en indiquant que le groupe Ecolo s'abstiendra, en raison de l'incertitude d'acquérir du matériel de qualité.

C. DUCATTILLON indique que le groupe PS votera pour et qu'il peut comprendre qu'on ne tienne pas compte de ses remarques dans ce dossier.

B. FOCKEY s'étonne qu'on ne parle pas, dans le cahier des charges, de pression hydraulique ni de débit minimum et maximum de la machine. Il relève également qu'on donne le modèle du tracteur mais pas l'année.

MR, Idées et PS votent pour. Ecolo s'abstient.

9. ADHÉSION À LA CENTRALE D'ACHAT H.I.T.-HAIN'EAU - APPROBATION DU RÈGLEMENT DE LA CENTRALE D'ACHAT ET DE LA CONVENTION D'ADHÉSION - EXAMEN - DÉCISION.

Le Conseil communal, en séance publique,

Considérant qu'en date du 16 avril 2024, le Conseil provincial du Hainaut a approuvé la création d'une centrale d'achat propre au secteur de l'Eau et plus particulièrement, à la gestion des cours d'eau non navigables de 2^{ème} et 3^{ème} catégories, dénommée 'Centrale H.I.T.-Hain'EAU' ;

Considérant que la mise en place de cette centrale d'achat a pour objectif de faire bénéficier de l'expertise de Hainaut Ingénierie Technique (H.I.T.) les différents acteurs compétents en matière de cours d'eau, comme les communes, les waterings, etc. ;

Considérant que ladite centrale vise non seulement la gestion ordinaire par le biais des travaux d'entretien, mais également la gestion des inondations ;

Considérant qu'il peut s'agir, entre autres :

- de missions d'auteur de projet pour des travaux d'entretien urgents en régie ;
- d'abattage et d'élagage d'arbres dangereux sur les cours d'eau non-navigables de 3^{ème} catégorie ;
- de missions d'auteur de projet pour les cours d'eau de 2^{ème} et 3^{ème} catégories situés dans le

périmètre des wateringues ;

- d'études hydrologiques et hydrauliques ;
- de missions d'auteur de projet pour des travaux de construction d'ouvrages de lutte contre les inondations ;
- de missions d'entretien des ouvrages précités ;
- Etc. ;

Considérant que cette volonté de collaboration s'inscrit dans une vision globale et centralisée de la gestion des cours d'eau sur le territoire provincial et a pour vocation d'être permanente ;

Considérant que par la création de cette centrale d'achat, il sera mis d'office un terme à certaines dispositions de la convention de collaboration (pour la gestion des cours d'eau non navigables) entre la Province de Hainaut et la ville de Leuze-en-Hainaut, telle que proposée par le Collège provincial en date du 7 février 2019 ;

Considérant que ces cessations concernent spécifiquement les points suivants :

- les avis sur les demandes de permis le long des cours d'eau et dans les zones d'aléa d'inondation ;
- les avis sur les demandes d'autorisation domaniale ;
- l'élaboration des documents de marché de travaux d'entretien ;
- la gestion de la procédure d'attribution des marchés de travaux d'entretien ;

Considérant qu'en application de l'article 6 dudit règlement, il sera mis fin à ces dispositions ;

Considérant qu'outre la possibilité de bénéficier de l'expertise de H.I.T. en matière de cours d'eau, il s'indique d'adhérer à cette centrale d'achat, afin de pouvoir continuer à bénéficier des cessations précitées ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (C.D.L.D.) et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-7, §1 relatif à la compétence du Conseil communal en matière d'adhésion à une centrale d'achat ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et plus particulièrement ses articles 2, 6° à 8° et 47 relatifs aux centrales d'achat ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la convention d'adhésion, le règlement de la centrale d'achat H.I.T.-Hain'Eau, ainsi que la grille tarifaire ;

Considérant que le mécanisme de la centrale d'achat permet, au travers d'une coordination et d'une centralisation, une rationalisation de moyens en évitant le double emploi de personnel, de capacités, de moyens budgétaires et matériels ;

Considérant que ce mécanisme encourage l'harmonisation des besoins et l'obtention d'économies d'échelle ;

Considérant que la centralisation a, en outre, pour conséquence la simplification des procédures administratives dans des domaines nécessitant notamment une expertise spécifique ;

Considérant que cette adhésion permet au pouvoir adjudicateur bénéficiaire (P.A.B.) d'accéder aux services proposés par la centrale et donc de bénéficier, de manière générale, s'il le souhaite de l'ensemble des marchés ou accords-cadres conclus par la centrale de marchés, ainsi que des activités d'achat auxiliaires, sans pour autant que cette adhésion ne confère à la centrale une exclusivité en la matière de cours d'eau, l'administration communale restant libre d'organiser elle-même ses propres procédures de marchés publics ;

Considérant que la convention d'adhésion à la centrale d'achat H.I.T.-Hain'Eau est conclue pour une durée indéterminée ;

Décide à l'unanimité

Article 1^{er} : D'approuver l'adhésion de la ville de Leuze-en-Hainaut à la centrale d'achat H.I.T.-Hain'Eau et les documents s'y référant, à savoir le règlement de la centrale d'achat, mais également la convention d'adhésion et ce, dans les termes et conditions repris dans ces documents.

Article 2 : D'expédier la présente délibération aux différents services administratifs concernés par cette centrale d'achat, mais également à H.I.T.

M. LEPAPE explique que l'adhésion, gratuite, à la centrale d'achat HIT-Hain'Eau présente de nombreux avantages, dont celui de pouvoir faire appel à de l'expertise et des avis techniques circonstanciés, que ce soit dans l'élaboration des fiches du PGRI ou dans l'analyse de projets. Elle en profite pour remercier le service Environnement qui a fait un travail de fond remarquable sur la problématique des inondations.

P. OLIVIER précise qu'en réunion avec la Direction d'HIT, la problématique des inondations à la rue de Moulbaix, sur le RAVeL ou encore au niveau du manège au chemin du Bois Périer, a été abordée et que des fiches sont en construction pour prévoir des travaux visant à régler ces soucis d'inondations. Les lieux à risques vont en effet se multiplier et il est urgent que l'on s'y intéresse.

W. HOUREZ indique être justement allé, ce jour, à la rue de Mortagne à Pipaix où des inondations sont survenues en raison des fortes pluies, tout comme à Willaupuis et Blicquy. Les inondations, dit-il, sont un problème sérieux sur lequel il faudra que le prochain Collège se penche.

C. DUCATTILLON souligne la souplesse de discussion des équipes provinciales, ouvertes à l'accueil des suggestions...

NOVEMBRE 2024 À 18H00 - PROJET D'ORDRE DU JOUR - APPROBATION

Le Conseil communal, en séance publique,

Considérant l'affiliation de l'Administration communale à CENEO ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, dont les articles L1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales et particulièrement les articles L1523-11 et L1523-12 ;

Considérant que l'Administration communale doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, dont 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Administration communale à l'Assemblée générale ordinaire de CENEO du 29 novembre 2024 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au vote du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de CENEO ;

Décide à l'unanimité

Article 1 : D'approuver :

- Le point 1) de l'ordre du jour, à savoir : Deuxième évaluation annuelle du Plan stratégique 2023-2025 ;
- Le point 2) de l'ordre du jour, à savoir : Augmentation de la participation au sein du partenariat CerWal ;
- Le point 3) de l'ordre du jour, à savoir : Nominations statutaires ;

Article 2 : De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 19/11/2024 ;

Article 3 : De charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération ;

Article 4 : De transmettre la présente délibération à CENEO, à Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut, au Ministre régional ayant la tutelle sur les Intercommunales dans ses attributions et aux représentants de la Ville concernés.

11. INTERCOMMUNALE I.M.S.T.A.M. - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 27 NOVEMBRE 2024 À PARTIR DE 18H À ORCQ - PROJET D'ORDRE DU JOUR - APPROBATION.

Le Conseil communal, en séance publique,

Considérant l'affiliation de la commune à l'intercommunale I.M.S.T.A.M.;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, dont les articles L1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales et particulièrement les articles L1523-11 et L1523-12 ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, dont 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.M.S.T.A.M. du 27 novembre 2024;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le contenu des points 1 à 3 de l'ordre du jour de cette assemblée générale et pour lequel il dispose de la documentation requise;

Qu'il convient donc de soumettre ce dernier au vote du Conseil Communal ;

Décide à l'unanimité

Article 1: D'approuver les points figurant à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire de l'I.M.S.T.A.M. :

1. Approbation du PV de l'AG du 26 juin 2024
2. Plan stratégique 2025
3. Budget

Article 2: De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 5 novembre 2024.

Article 3: Copie de la présente décision sera transmise à l'intercommunale I.M.S.T.A.M. ; au Gouverneur Provincial ; au Ministre régional de tutelle sur les intercommunales ; et aux représentants de la Ville concernés.

12. INTERCOMMUNALE IPALLE - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 NOVEMBRE 2024 - PROJET D'ORDRE DU JOUR - APPROBATION

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu l'Arrêté Royal du 17 juin 1976 autorisant la constitution de l'Intercommunale IPALLE ;

Vu l'affiliation de la commune à l'Intercommunale ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, dont les articles L1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales et particulièrement les articles L1523-11 et L1523-12 ;

Vu la convocation officielle ayant à l'ordre du jour les points suivants :

1. Approbation de la révision 2024 du Plan Stratégique 2023/2025 ;
2. Modifications statutaires ;
3. Remplacement d'administrateur.

Vu les documents transmis par l'Intercommunale IPALLE, accompagnant l'invitation à cette assemblée ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide à l'unanimité

Article 1 : D'approuver le point ci-après inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire

du 28 novembre 2024 de l'Intercommunale Ipalle :

1. Approbation de la révision 2024 du Plan Stratégique 2023 /2025
2. Modifications statutaires
3. Remplacement d'administrateur

Article 2 : De charger les délégués de la Ville de se conformer à la volonté exprimée ce jour par le Conseil Communal.

Article 3 : De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : De transmettre la présente à Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut ; au Ministre Régional ayant la tutelle sur les Intercommunales dans ses attributions ; à l'Intercommunale IPALLE ; aux représentants de la Ville concernés.

13. INTERCOMMUNALE ORES ASSETS - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 28 NOVEMBRE 2024 À 18H30 - PROJET D'ORDRE DU JOUR - APPROBATION

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation (CDLD) et spécialement les articles L1122-19 et L1122-20 relatifs aux réunions et délibérations des Conseils communaux et l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;

Vu les articles L1523-11 à L1523-14 du même Code relatifs aux Assemblées générales des intercommunales ;

Considérant l'affiliation de la Ville de Leuze-en-Hainaut à l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que la Ville de Leuze-en-Hainaut a été convoquée dans le cadre de l'Assemblée générale d'ORES Assets du 28 novembre 2024 par courrier et courriel daté du 16 octobre 2024 ;

Vu les statuts de l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des Conseils communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant que la délibération communale devra parvenir à l'intercommunale pour le 22 novembre 2024 au plus tard ; dès lors que la commune de Leuze-en-Hainaut était représentée lors de l'Assemblée générale du 13 juin 2024, cette délibération sera d'office prise en compte. Dans le cas contraire, au moins un des 5 délégués à l'Assemblée générale devra être présent à la réunion pour que la délibération puisse être prise en compte ;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée ;

Considérant que la documentation relative à l'ordre du jour est disponible en version électronique à partir du site internet : <https://www.ores.be/ores-assets/assemblees-generales> ;

Considérant que la Ville de Leuze-en-Hainaut souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

Décide à l'unanimité

Article 1 : D'approuver aux majorités suivantes les points ci-après inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 28 novembre 2024 de l'intercommunale ORES Assets à savoir :

- Point 1 – Plan stratégique
- Point 2 – Modifications statutaires
- Point 3 - Nomination du Réviseur pour les exercices 2025-2027 et fixation de ses émoluments
- Point 4 - Approbation du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Assemblée générale

Article 2 : La Ville de Leuze-en-Hainaut reconnaît avoir pris connaissance de tous les documents qui devaient être mis à disposition dans le cadre de cette procédure décisionnelle.

Article 3 : De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil ;

Article 4 : De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 5 : Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée, à Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut ; au Ministre régional ayant la tutelle sur les Intercommunales dans ses attributions ; aux représentants de la Ville concernés.

14. INTERCOMMUNALE IGRETEC - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 28 NOVEMBRE 2024 À 17H30 - PROJET D'ORDRE DU JOUR - EXAMEN - DÉCISION.

Le Conseil communal, en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Ville de Leuze-en-Hainaut à l'Intercommunale IGRETEC ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, dont les articles L1523-1 et suivants relatifs aux intercommunales et particulièrement les articles L1523-11 et L1523-12 ;

Considérant que la Ville de Leuze-en-Hainaut doit, désormais, être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Ville de Leuze-en-Hainaut à l'Assemblée Générale ordinaire de l'IGRETEC du 28 novembre 2024 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de

l'Assemblée Générale de l'IGRETEC ;

Décide à l'unanimité

Article 1 : D'approuver l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 28 novembre 2024 de l'Intercommunale IGRETEC, à savoir :

1. Affiliations/ Administrateur
2. Modification statutaire
3. Deuxième évaluation du Plan Stratégique 2023-2025
4. Modification de quatre fiches de tarification

Art. 2 : De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 19/11/2024 ;

Art. 3 : De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Art. 4 : De transmettre la présente délibération à l'Intercommunale IGRETEC, à Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut, au Ministre régional ayant la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions ; aux représentants de la Ville concernés.

DIVERS

15. QUESTIONS ORALES ET ÉCRITES.

Question posée par Baptiste LEROY : "Pour cette dernière séance me concernant, je souhaiterais interroger le Collège quant à l'impact de la mesure d'économie décidée par le gouvernement wallon MR/Les engagés de ne plus indexer les APE à partir de 2025. Cette mesure a-t-elle déjà été évaluée pour la commune de Leuze dans le cadre des travaux budgétaires que j'imagine en cours? Quels en seront les effets à long termes? De combien de poste APE la commune dispose-t-elle aujourd'hui?"

B. LEROY précise qu'entretemps, la Directrice financière a, comme à son habitude, répondu avec beaucoup de précision et de rapidité à sa question et qu'il l'en remercie, mais qu'il souhaite néanmoins entendre le Collège à cet égard.

J. DUMOULIN explique que les versements du FOREM sont passés de 1.119.068€ en 2022 à 1.199.721€ en 2023 (grâce à une indexation de 7%), et à 1.194.268€ en 2024 (sans indexation). Il précise que le principe de calcul donnant lieu à ce versement considère 39,8 APE ETP normés, divisés par un volume de l'emploi normé de 111,98 ETP. Or, dans les faits, la Ville de Leuze-en-Hainaut emploie 56,38 APE ETP pour un volume de l'emploi de 109,98 ETP. La Ville finance donc déjà, sur fonds propres, 16 APE. Dès lors, en considérant une indexation de 2% en 2025, cela coûterait 47.500€ à la Ville pour 39 APE.

B. LEROY confirme que ce sont bien les chiffres qui lui ont été communiqués. Il constate qu'étant donné que la Ville emploie déjà 16 APE supplémentaires, elle peut désormais se passer de cette contrainte lors de ses recrutements.

Il estime que la décision gouvernementale de ne plus financer les indexations des APE et de reporter cette charge sur les communes est scandaleuse. Cela représente en effet, à raison de 50.000€ par an et en considérant une inflation stable, un coût de 300.000€ à l'échelle de la mandature. Il estime qu'il serait bon que les personnes qui ont des relais au gouvernement interviennent.

pris acte

Le Conseil prend acte de cette intervention.

Point(s) supplémentaire(s) en urgence du Conseil

16. TAXE COMMUNALE DIRECTE SUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - EXERCICE D'IMPOSITION 2025 - EXAMEN ET APPROBATION DU RÈGLEMENT COMMUNAL.

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170 §4 de la Constitution, en ce qu'ils consacrent l'autonomie fiscale des communes ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1133-1, L1133-2, L1224-40, L3131-1-§1er-3°, L3132-1 et L3321-1 à L3321-12 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la circulaire du 19 juillet 2022 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28 mars 2019, approuvant le principe de la participation de la ville de Leuze-en-Hainaut à l'appel à projets « Territoires Intelligents » ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que, lors de sa séance du 24 octobre 2024, le Collège communal a décidé de ne pas adopter le budget 2025 ;

Que cette décision entraîne l'impossibilité d'établir le "coût-vérité budgétaire" pour le même exercice ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la Ville les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener en matière de sécurité, de salubrité publique, d'enseignement, de logement, de mise à disposition d'infrastructures et de voiries pour l'ensemble de ses concitoyens, etc.. et, considérant que dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive de ces derniers, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que dans le but d'atteindre les objectifs du nouveau Plan Wallon des Déchets-Ressources, et de diminuer l'impact environnemental généré par la collecte des déchets, la Ville a développé un réseau de points d'apports volontaires de déchets ménagers résiduels (DMR) qui

fonctionnent avec un lecteur de badge, lequel est délivré gratuitement à l'ensemble de la population par les services de l'Intercommunale Ipalle ;

Considérant que dans le cadre de la promotion de l'utilisation de ce service alternatif de collecte des déchets ménagers, il s'indique d'offrir aux Leuzois une gratuité partielle par la génération d'unités de dépôts dans les points spécifiques destinés à cet effet, équivalentes aux liasses de sacs prépayés ;

Vu la transmission du dossier au Directeur financier en date du 4 novembre 2024 ;

Vu que le directeur financier n'a pas rendu d'avis ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

Décide par 17 voix pour, 0 voix contre et 4 abstention(s)

Article 1^{er} :

Il est établi, pour l'exercice d'imposition 2025, une taxe communale annuelle sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et commerciaux assimilés, à charge des occupants des immeubles bâtis le long de la voirie desservie par le service d'enlèvement des déchets, ou à une distance maximum de cent mètres de ladite voirie. Cette taxe est constituée d'une composante forfaitaire et d'une part variable.

Sont visés, l'enlèvement des déchets ménagers et commerciaux assimilés, ainsi que les services de gestion des déchets, résultant de l'activité usuelle des ménages sélectivement collectés par la commune.

Article 2 :

La taxe est due :

§ 1^{er} : par tout chef de ménage et solidairement par les membres de tout ménage qui, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, sont inscrits au registre de la population ou au registre des étrangers.

Par ménage, on entend, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune, soit, par assimilation, une personne vivant seule.

§ 2. : par toute personne physique ou morale exerçant, sur le territoire de la commune dans le courant de l'exercice, une profession libérale, indépendante, commerciale, de services, industrielle ou autre, et occupant tout ou partie d'immeuble situé sur le territoire communal.

§ 3. : par toute personne soumise à la taxe sur les secondes résidences, à savoir les personnes qui, pouvant occuper le logement, ne sont pas, au même moment, inscrites pour ce logement au registre de la population ou au registre des étrangers.

Toute année commencée est due entièrement, la situation au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition étant seule prise en considération.

Article 3 :

La partie forfaitaire de la taxe couvre les services de gestion minimum des déchets, tels que définis dans l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 et ses modifications ultérieures, règlementées par ordonnance de police, et comprend la collecte et le traitement des déchets.

Elle est fixée comme suit :

- a) Ménages ou assimilés, commerçants, professions libérales, personnes morales, propriétaires de seconde(s) résidence(s) : 150,00 €
- b) Ménages avec 3 enfants ou plus de moins de 18 ans, à charge : 126,00 €
- c) Personnes isolées et familles monoparentales : 100,00 €
- d) Personnes isolées ou ménages dont le montant de l'ensemble des revenus imposables de tous ordres est inférieur ou équivalent au Revenu d'Intégration Sociale fixé au 1er janvier de l'exercice d'imposition : 50,00 €

Il sera tenu compte de la combinaison des différentes conditions pour la fixation de la taxe à réclamer. A cet effet, la taxe sera calculée en fonction des éléments imposables dont peut disposer légalement l'Administration communale, chaque contribuable ayant la faculté de faire valoir son droit à la réduction du montant de la taxe en apportant toute preuve utile et jugée telle par le Collège communal. Les demandes de réduction devront être introduites auprès du Service Finances/Recette de la Ville.

Afin de pouvoir bénéficier de la réduction de la taxe pour « enfant(s) à charge », vous devez, si vous avez un ou plusieurs enfant(s) ayant atteint l'âge de 18 ans au premier janvier de l'exercice d'imposition, toujours à votre charge, nous fournir tout document le certifiant (attestation scolaire, preuve du paiement des allocations familiales, attestation de l'Onem....).

Article 4 :

La partie variable de la taxe est fixée à 1,00 euros par sac règlementairement disponible, et à 0,80 euros par unité de dépôt dans les points d'apport volontaires de déchets ménagers résiduels (DMR).

Article 5 :

Il est octroyé, dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 et ses modifications ultérieures, relatif à la gestion des déchets et la mise en place d'un service minimum :

- a) Une liasse de 10 sacs prépayés (60 litres) ou deux liasses de sacs prépayés (30 litres) pour les personnes isolées de 65 ans et plus, ainsi que pour les ménages où l'un des conjoints et/ou cohabitants a atteint l'âge de 65 ans ou plus, au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition (cf article 2).
- b) Dix unités de dépôts de déchets pour les redevables assimilés à des ménages (taux d'imposition : 150,00 € et 126,00 €).
- c) Cinq unités de dépôts pour tous les autres redevables.

Les unités de dépôts sont valables jusqu'au 31 décembre 2025, et non reportables à l'année suivante. Les bénéficiaires visés au point a) peuvent également bénéficier des dispositions des points b) ou c).

Article 6 :

La taxe forfaitaire est perçue par voie de rôle et la taxe complémentaire est perçue au comptant contre remise d'une preuve de paiement.

Article 7 :

La taxe n'est pas applicable:

- aux personnes hébergées dans les asiles, les maisons de santé et les maisons de repos, sur base d'un document probant émanant de l'institution d'accueil ;
- aux personnes détenues dans les établissements pénitentiaires ou de défense sociale, sur base d'un document probant émanant de l'établissement en question ;
- aux personnes de droit public (Etat, province, commune et établissements publics) : cette exonération ne s'étend pas aux préposés logés dans leurs immeubles, ni aux ménages

habitant à titre privé une partie desdits immeubles.

La taxe n'est pas applicable aux contribuables, si ces derniers font appel à une société privée agréée pour la collecte des déchets, au lieu d'utiliser les services communaux de ramassage des déchets ou qui bénéficient d'un contrat de ramassage organisé par les services communaux. Les contribuables concernés sont tenus de présenter, chaque année, une copie de leur contrat pour bénéficier de l'exonération.

Article 8 :

Les éléments taxables sont repris dans les registres de population qui feront foi en leurs date et contenu et détermineront la base taxable, sauf en ce qui concerne les chefs de ménage possédant une seconde résidence ou les commerçants et autres assimilés, installés à Leuze-en-Hainaut, auxquels sera envoyée une déclaration préalable à la taxation, que ceux-ci seront tenus de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai de 30 jours qui suit l'envoi de ladite formule. A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 1er juillet de l'exercice d'imposition.

Article 9 :

En cas de non-paiement de la taxe dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, conformément à l'article L3321-8bis du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, une sommation de payer sera envoyée au contribuable.

Cette sommation de payer se fera par courrier recommandé et les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais seront recouverts de la même manière que la taxe à laquelle ils se rapportent.

Article 10 :

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'arrêté du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 11 :

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes:

- Responsable de traitement : la Commune de Leuze-en-Hainaut ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- Catégorie de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite;
- Méthode de collecte : les informations sont données par la personne qui demande le changement de nom(s);
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 12 :

Le présent règlement entrera en vigueur dès sa publication faite conformément aux articles L1133-1 à L1133-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 13 :

Le présent règlement abroge tous les règlements antérieurs portant sur le même objet.

Article 14 :

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon, dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

Expéditions de la présente seront transmises à Madame la Directrice Financière et aux Services Secrétariat et Finances.

W. HOUREZ demande au Conseil s'il est d'accord d'accepter ce point supplémentaire en urgence.

C. BROTCORNE propose d'entendre d'abord l'Echevin des Finances, afin de comprendre les raisons de l'urgence.

J. DUMOULIN explique qu'en séance du Collège du 24 octobre, il a été décidé de ne pas aborder le budget 2025, ce qui ne permet pas d'établir le coût-vérité de la taxe. Or il faut la voter avant le 31 décembre, afin de ne pas mettre la commune en difficulté financière.

C. BROTCORNE s'interroge sur la procédure. Il explique qu'il s'agit d'une taxation liée à l'approbation du budget en précisant que bien entendu, la majorité actuelle ne va pas engager la suivante et que c'est une situation connue depuis au moins le 14 octobre. Il poursuit en disant ne pas comprendre la date du 31 décembre étant donné que dans la circulaire budgétaire et le courrier émanant du Ministre des Pouvoirs Locaux, M. Collignon, cette taxe, pour pouvoir être approuvée et appliquée au 1er janvier, doit être votée avant le 14 novembre. Il aurait fallu, estime C. BROTCORNE, être plus attentif d'autant que dans de nombreuses autres communes, cela a été voté.

Il relève également que s'agissant d'un dossier fiscal, le CDLD impose, comme pour tout élément de nature budgétaire, de mettre ce point à l'ordre du jour du Conseil, 7 jours francs avant, pour que l'ensemble des conseillers puisse en prendre connaissance. Ici, constate-t-il, on nous soumet ce dossier quelques heures avant la séance. Un dossier comme celui-ci peut-il réellement faire l'objet d'une approbation en urgence alors qu'il traite de fiscalité?

W. HOUREZ précise avoir eu une réunion la veille avec le service Finances et s'être inquiété du vote de cette taxe, mais que la date du 31 décembre lui a été donnée. Il attire l'attention sur le fait qu'il s'agit d'une recette de 600.000€ et qu'on ne peut pas se permettre de s'en priver. Nous ne pouvons pas, insiste-t-il, prendre le risque de reporter ce point.

C. BROTCORNE estime que le risque est d'accepter l'urgence pour un point qui ne peut probablement pas être examiné en urgence. Il craint le risque d'invalidation de la décision. D'autre part, le délai, qui serait le 31/12 au lieu du 14/11 comme indiqué dans la circulaire, pourrait laisser penser qu'il vaut peut-être mieux reporter l'examen de ce point au 2 ou au 19 décembre, sous réserve que la date du 31/12 soit bien la bonne.

Il précise avoir de gros soucis sur la manière, estimant que ce ne sont pas des situations inédites : la circulaire date de février ou de mars ; on sait également qu'en cas de changement de majorité, on est en affaires prudentes et qu'il est interdit d'engager le Collège suivant.

C. BROTCORNE en vient à la question du fond : si on accepte l'urgence, comment allez-vous justifier aujourd'hui le calcul du montant? Il est le même que l'année passée, or il nous est demandé de l'adapter aux réalités et nous savons tous qu'en effet il change systématiquement puisque c'est une moyenne entre les comptes et le budget... que l'on ne connaît pas pour le moment. Le coût-vérité doit être de 95 à 100% de la charge complète de la collecte des immondices. Si on se trompe, précise-t-il, la sanction est lourde puisqu'il s'agit de la suppression de toute une série de

subventions pour la commune en matière de politique des déchets. Comment dès lors a-t-on calculé ce coût-vérité? Et si on se contente de faire ce qu'on a fait les autres fois, il faudra motiver et justifier pourquoi vous maintenez le même chiffre alors qu'on n'a pas tous les éléments en matière de budget. Il rappelle que la motivation est un élément fondamental de la législation fiscale.

C. BROTCORNE pose une dernière question qu'il qualifie de politique : si nous votons aujourd'hui ce coût-vérité, est-il définitif pour 2025? Ne sera-t-il pas revu et les concitoyens sont-ils à l'abri, au moins pour 2025, de l'augmentation du coût de la charge de la collecte pour les immondices? Car si vous dites qu'il faudra revoir cela au moment de la confection du budget, tout l'argumentaire développé en cette séance concernant l'urgence est mis à mal.

W. HOUREZ précise qu'il ne participe pas aux travaux budgétaires et ne peut s'engager à cet égard puisqu'il ne sera pas au Collège, mais demande de suivre les indications du service Finances.

Interpellé par C. BROTCORNE, S. ABRAHAM précise qu'il n'est pas encore en lien avec les dossiers et ne sera pas Echevin des Finances. Il entend que la décision qu'il est demandé de prendre risque de mettre à mal le prochain Collège, raison pour laquelle il souhaite s'abstenir, mais il sera attentif aux remarques émises.

J. DUMOULIN confirme que les travaux de réflexion autour du budget ont commencé et il s'engage à faire part des remarques évoquées en Conseil au prochain Collège.

W. HOUREZ fait passer au vote relatif à l'urgence :

OUI pour le MR

OUI pour Idées

OUI pour le PS à l'exception de Steve ABRAHAM qui s'abstient

NON pour Ecolo, B. LEROY estimant que l'urgence n'a plus lieu d'être vu la date de la circulaire.

Concernant le vote de l'urgence, C. BROTCORNE indique que faisant partie de la majorité, le groupe Idées "reste fidèle aux engagements pris, même avec les réserves formulées avec les restrictions précitées". W. HOUREZ indique qu'à son estime, tout le Collège a, durant 6 ans, travaillé avec cet esprit de loyauté.

J. DUMOULIN présente ensuite le dossier. Il précise que la taxe est inchangée et incorpore les remarques formulées par la tutelle l'année précédente.

Accord pour le MR

Accord pour Idées

Accord pour le PS à l'exception de Steve Abraham qui s'abstient

Abstention pour ECOLO

Au terme de l'ordre du jour, W. HOUREZ adresse quelques mots de remerciement aux conseillers qui ne siégeront plus dans l'hémicycle à partir du 2 décembre prochain : Dominique JADOT, Michel MASSART, Béatrice FONTAINE, Jean-François BAISIPONT, Michelle DELANGE, Christian DUCATTILLON, Julie DOYEN, Baptiste LEROY, Ingrid DEREGNAUCOURT, Samuel BATTEUX, Jérôme BRISMEE, Cathy SOUDANT. Il évoque le parcours de chacun de manière personnalisée. Les conseillers adressent, à leur tour, avec humour ou émotion, quelques mots sur cette page de leur vie qui se tourne après parfois une longue carrière de mandataire.

W. HOUREZ, quittant sa fonction de Bourgmestre mais restant Conseiller, remercie l'assemblée, ses

collaborateurs et les agents communaux, insistant sur la force de la coopération. Evoquant sa fierté d'avoir pu concrétiser la plupart de ses objectifs, il souligne l'esprit de respect et de bienveillance dans lequel il a toujours voulu travailler. Il adresse enfin ses meilleurs souhaits au futur Collège qui devra relever d'importants défis et dont il ne doute pas de la détermination, la vision et l'engagement.

Au nom du Conseil, C. BROTCORNE remercie W. HOUREZ pour la manière dont il a assumé la tâche de Bourgmestre qu'il n'avait pas demandée. Il le remercie d'avoir apporté plus de sérénité aux débats et d'avoir été davantage à l'écoute, tant de la majorité que de l'opposition.

Enfin, le public est remercié et la séance publique est clôturée.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président lève la séance à 21h45

Par le Collège :

La Directrice générale f.f.,
(art. L.1124-19 CDLD)

Le Bourgmestre,

Elisabeth JAMART

Willy HOUREZ